

L'agriculture productive, une nécessité

Léon Guéguen est directeur de recherches honoraire de l'Inrae, ancien directeur du Laboratoire de nutrition et sécurité alimentaire, et membre émérite de l'Académie d'agriculture de France. Il déplore ici que l'Europe veuille orienter son agriculture vers une pente décroissante.

« Depuis plusieurs années, la FAO prédit que pour nourrir la planète en 2050, il faudra augmenter la production alimentaire mondiale de 50 à 70 %. Comme les surfaces cultivables ne sont pas extensibles, sans déforestation, il faudra augmenter les rendements.

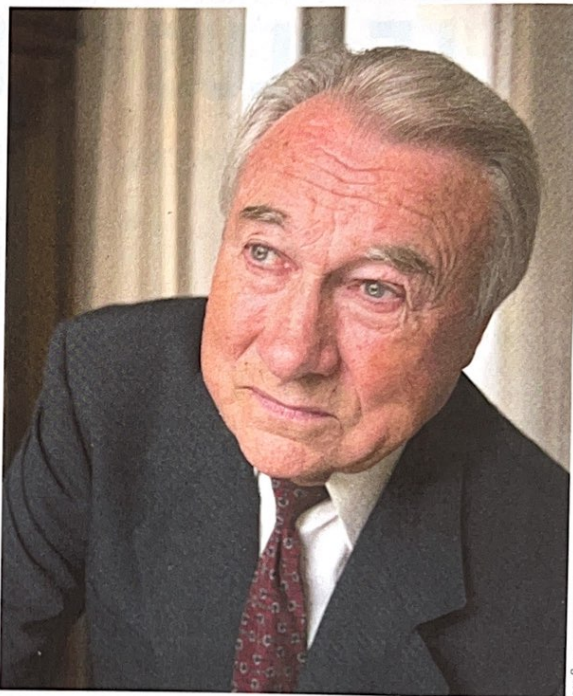
LA PÉNURIE MONDIALE DE BLÉ EST UNE GRAVE MENACE

Or, on n'en prend pas le chemin ! En effet, la stratégie européenne "De la ferme à la fourchette" préconise pour 2030 une baisse de 50 % de l'emploi des pesticides, de 20 % de celui des engrais et 25 % de la SAU en agriculture biologique, toutes mesures concourant à une baisse des rendements. Face au risque imminent de pénuries alimentaires résultant de la guerre russo-ukrainienne, la mise en culture des jachères a été autorisée, mais cela restera insignifiant et sera trop tard pour le blé déjà semé.

Plusieurs modélisations scientifiques et le récent rapport du Giec conduisent aussi à des scénarios proches mais avec plusieurs conditions difficiles à réunir : manger deux fois moins de viande, réduire les gaspillages de 50 %, relocaliser l'élevage, etc. Une forte baisse de la productivité agricole, notamment pour le blé, risque de provoquer des pénuries, voire des famines ou des émeutes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. L'Europe n'a-t-elle pas aussi la mission de fournir du blé aux régions du monde qui ne peuvent pas en produire ?

INDISPENSABLES ENGRAIS AZOTÉS DE SYNTHÈSE

Plus que pour les pesticides, le principal facteur limitant de la production des céréales est la fertilisation, notamment azotée. Hélas, les engrais azotés de synthèse sont en majorité fabriqués à partir de gaz russe et leur disponibilité risque de chuter sévèrement, ne serait-ce que par leur cherté dissuasive pour les pays les plus pauvres. Or, ils sont indispensables pour obtenir de bons rendements en céréales, surtout en blé de bonne qualité boulangère, comme leur interdiction en AB l'a déjà montré, le rendement moyen du blé bio en France étant réduit de moitié. Rien ne permet de remplacer les engrais azotés de synthèse



Léon Guéguen

pour les grandes cultures, ni l'introduction de légumineuses dans les rotations, ni les engrais organiques provenant en majorité de l'élevage. De plus, si l'on réduit de moitié l'élevage, qui les fournira ? Autre contradiction, cette réduction doit surtout porter sur la production de porcs et volailles, concurrents de l'homme pour la consommation de céréales, alors que les ruminants émettent du méthane et que leur viande rouge est la plus visée pour des raisons de santé. Plusieurs scénarios stigmatisent en particulier l'élevage intensif sous abri ou hors-sol, pourtant le seul qui permet une récupération totale des déjections animales utilisables en grandes cultures. Encore plus fort, certains programmes électoraux envisageaient le 100 % bio avant 2050 et en même temps l'interdiction des élevages "industriels" ! Alors comment fertiliser les sols en AB ? Enfin, la demande en biocarburants augmentera inéluctablement avec le prix du pétrole, occupant des surfaces cultivables.

Le slogan récurrent "Produire plus, mieux et avec moins" sera difficile à appliquer, même si, grâce aux progrès scientifiques, des améliorations sont possibles pour approcher les objectifs écologiques légitimes de préservation du climat, de l'environnement et de la biodiversité. Mais il ne faudrait pas perdre de vue que la principale mission de l'agriculture est de nourrir la population humaine. »